



Marché n°2025CYCPU0T09

**TRAVAUX D'INSTALLATION DE
GROUPES ELECTROGENES ET LA
SECURISATION DES INSTALLATIONS
ELECTRIQUES SUR LE SITE DE NEUVILLE
– CY CERGY PARIS UNIVERSITÉ**

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Pouvoir Adjudicateur

CY CERGY PARIS UNIVERSITE
33 boulevards du Port
95011 CERGY-PONTOISE

Représenté par :

Le Président de l'Université,
Monsieur Laurent GATINEAU.
Et assisté par la
Direction du Patrimoine Immobilier (DPI)
Et le Service des achats et marchés publics

Maîtrise d'œuvre : T3E IdF

Comptable assignataire :

L'agent comptable de l'Université

Le titulaire :

La société retenue à l'issue de la consultation

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

SOMMAIRE

PRÉAMBULE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 : Identification du Pouvoir Adjudicateur

Article 1.2 : Objet du marché

Article 1.3 : Forme du marché

Article 1.4 : Allotissement – Décomposition de la consultation

Article 1.5 : Sous-traitance

Article 1.6 : Assurances

Article 1.7 : Unité monétaire

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Article 2.1 : Pièces particulières

Article 2.2 : Pièces Générales

ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ / DÉLAIS D'EXÉCUTION

ARTICLE 4 – PRIX ET RÉGLEMENT DES FACTURES

Article 4.1 : Mode de règlement du marché et modalités de financement

Article 4.2 : Contenu des prix

Article 4.3 : Modalités d'actualisation des prix

Article 4.4 : Paiement des cotraitants et sous-traitants

Article 4.5 : Décomptes

Article 4.6 : Délai global de paiement et intérêts moratoires

Article 4.7 : Retenue de garantie

Article 4.8 : Avance

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Article 5.1 : Intervenants

Article 5.2 : Provenance, qualité et contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Article 5.3 : Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Article 5.4 : Remise en état du chantier et gestion des déchets

Article 5.5 : Obligation de confidentialité

Article 5.6 : Clause environnementale

Article 5.5 : Description succincte des prestations

ARTICLE 6 : CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

Article 6.1 : Essais et contrôles techniques

Article 6.2 : Réception des travaux

Article 6.3 : Délai de garantie

ARTICLE 7 – PÉNALITÉS

Article 7.1 : Pénalités diverses

Article 7.2 : Pénalités pour lutter contre le travail dissimulé

Article 7.3 : Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

ARTICLE 8 – RÉSILIATION

Article 8.1 : Résiliation pour événements extérieurs au marché

Article 8.2 : Résiliation du fait du représentant du pouvoir adjudicateur ou de son mandataire

Article 8.3 : Résiliation pour mauvaise exécution

Article 8.4 : Résiliation pour motif d'intérêt général

ARTICLE 9 – LITIGES ET JURIDICTION COMPÉTENTE

ARTICLE 10 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

PRÉAMBULE

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Le présent marché est passé en application du Code de la commande publique - désigné « le Code » dans le présent document - regroupant les deux textes suivants :

L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (articles précédés d'un L.) ;

Le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (articles précédés d'un R.).

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 : Identification du Pouvoir Adjudicateur

Pouvoir Adjudicateur :

CY CERGY PARIS UNIVERSITE
33, boulevard du Port
95000 CERGY-PONTOISE
SIRET : 130 025 976 00015

Représenté par :

Le Président de l'Université,
Monsieur Laurent GATINEAU

Comptable assignataire :

L'agent comptable de l'Université

Article 1.2 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux d'installation de groupes électrogènes, ainsi que des travaux d'électricité et des travaux d'accompagnement tous corps d'état nécessaires à la sécurisation des installations électriques du site de Neuville de CY Cergy Paris Université

Lieu d'exécution des prestations :

Département de Val d'Oise – 95

- **Site de Neuville-sur-Oise** : 5, mail Gay-Lussac, 95 031 Neuville-sur-Oise ;

Les modalités techniques et d'exécution de la présente consultation sont définies au sein du Cahier des Clauses Technique Particulières (2025CYCPU0T09_CCTP).

Article 1.3 : Forme du marché

La présente consultation est un marché ordinaire conclu à prix global et forfaitaire.

Il s'agit d'un marché public de travaux au sens de l'article L.1111-2 du Code.

Ce marché public ne peut pas faire l'objet de reconduction.

Article 1.4 : Allotissement

Conformément à l'article L. 2113-10 du Code, le présent marché n'est pas alloti car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Article 1.5 : Sous-traitance

En application des articles L. 2193-1 et suivants du Code, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'Université l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de son paiement.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

La présentation des sous-traitants est effectuée dans les conditions définies à l'article 11 du Règlement de consultation (RC).

Article 1.6 : Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-Travaux, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG Travaux, le titulaire doit justifier, à la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le prestataire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

A défaut, le titulaire s'expose à la résiliation du marché conformément à l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux.

Article 1.7 : Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur choisit l'euro comme monnaie de compte.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante (par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TRAVAUX) :

Article 2.1 : Pièces particulières

- L'Acte d'attribution valant engagement (AE) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le dossier « Pièces_Graphiques » ;
- L'annexe « Dossier_existant » ;
- Le plan général de coordination SPS ;
- La Décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) ;
- Les plannings d'exécution des travaux ;
- Le mémoire technique du titulaire.

En cas d'incompatibilité ou de divergences d'interprétation entre les différentes pièces constitutives du marché, celles –ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus. Seuls les documents originaux conservés dans les archives de CY CERGY PARIS UNIVERSITE font foi.

Article 2.2 : Pièces Générales

- Le Code de la Commande Publique en vigueur à partir de 1er avril 2019 ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux, issu de l'arrêté du 31 mars 2021 ;

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés publics de travaux de génie civil issu de l'arrêté du 7 octobre 2021.

Le titulaire déclare parfaitement connaître ces documents bien qu'ils ne soient pas matériellement joints au présent marché.

ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ / DÉLAIS D'EXÉCUTION

Le présent marché prendra effet à compter de la date de sa notification pour s'achever à la fin de toutes obligations en découlant (y compris la garantie de parfait achèvement).

Le titulaire s'engage à réaliser les travaux dans les délais indiqués dans le planning d'exécution des travaux, devenu contractuel à la notification.

Le planning de la tranche optionnelle est communiqué aux candidats à titre d'information.

L'exécution de la tranche optionnelle sera subordonnée à la notification au titulaire de la décision de l'affermissement de l'Etablissement dans un délai raisonnable.

ARTICLE 4 - PRIX ET RÉGLEMENT DES FACTURES

Article 4.1 : Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations seront financées dans le cadre du budget de l'Etablissement et feront l'objet d'un mandat administratif.

Le délai de paiement applicable au présent marché public est de 30 jours dès réception par le service acheteur de la facture établie par le prestataire.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Les délais de paiement peuvent être suspendus dans les conditions prévues par la réglementation. Les candidats sont en outre informés que le marché public sera conclu en euros.

Article 4.2 : Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché public seront réglées par application des prix mentionnés au sein de la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les prix sont fermes et actualisables selon les modalités précisées à l'article 4.3 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Les prix du marché sont établis hors TVA et réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution (normes, règles de sécurité, fournitures, montage sur site, taxe, ...) qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Les prix comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu d'exécution, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des travaux, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Les prix du marché comprendront implicitement :

- La protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- L'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à la charge de l'entrepreneur selon CCAP ;
- La protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent marché ;
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, etc. de ses ouvrages, en fin de travaux et après réception ;
- Tous les frais de personnel et de matériel résultant de suppressions, d'adjonctions ou de modifications dues à des erreurs, des retards ou des omissions de la part du titulaire, ou au non-respect des prescriptions du CCTP ;
- Et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux, ainsi que les travaux suivants :
 - Les frais des locaux de chantier, comprenant au minimum une salle réfectoire et des vestiaires, pour l'ensemble des intervenants,
 - Le nettoyage de tous déchets et autres résultant des travaux et leur enlèvement éventuel aux décharges publiques,
 - Les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux, l'évacuation des terres,
 - Le ramassage et la sortie des déchets et emballages,
 - Le tri des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur,
 - La notice d'entretien et de maintenance.

Les prix sont également, réputés comprendre, sans que ce soit limitatif :

- La totalité des fournitures nécessaires à la complète exécution des ouvrages y compris tous accessoires et sujétions de toute nature ;
- Les frais des alimentations et branchements en électricité à partir des installations existantes ;
- Toutes pertes, déchets, reliquats inemployables, casses, stockage ;
- Les frais de recherche, de réassortiment et d'approvisionnements des fournitures et matériels choisis dans les gammes et standards compatibles avec ceux existants ;
- Les frais afférents aux études particulières ;
- Les frais afférents aux avant métrés quantitatifs ;
- Tous les frais, transport, hébergement et accessoires nécessaires aux essais en usine ;
- Les frais de transport, déchargement, mise en place, raccordements électriques et mécaniques, mise en service de l'ensemble des équipements avec premiers remplissages (huile, antigel, fioul) pour les essais en usine et sur site, ainsi que mise à la terre des canalisations, équipements et cuves ;
- La location et la mise en œuvre de tous les matériaux pour ouvrages et installations provisoires, y compris double transport et pertes ;
- Les frais d'outillage (y compris double transport, avaries, pertes, équipements, fourniture d'énergie, entretien, réparation, fonctionnement, location de véhicules, postes de soudure, groupes électrogènes, etc.) ;
- Les frais de main d'œuvre de fabrication en atelier et/ou sur site, de pose et de prestations diverses, y compris les charges afférentes et les indemnités diverses pour petits et grands déplacements, paniers, intempéries, etc. conformément aux textes des conventions collectives pour les jours et heures normalement travaillés. Ces frais de main d'œuvre intègrent les frais de pose, réglages et fixations dans la mesure où le CCTP ne stipule pas expressément que ces ouvrages accessoires seront payés à part ;
- Les frais d'assurances (responsabilité civile et cotisation d'assurance décennale) ;
- Les frais pour études techniques et de facturation (exécution des relevés, plans, piquetage ou traçages, temps passés lors des relations avec le Maître d'ouvrage ou leurs représentants,

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

rendez-vous de chantier, formalités administratives, devis, essais, factures ou mémoires, etc.) ;

- Les frais de gestion, de siège, de marché, frais financiers, impôts, taxes et bénéfices ;
- Les droits de brevet le cas échéant ;
- Le transport pour livraison au chantier des matériaux et fournitures, le déchargement, la manutention pour amener à pied d'œuvre et toutes manutentions pour approvisionnement, la reprise pour répartition avec montage ou descente ;
- L'enlèvement aux décharges publiques compris manutention, chargement des déchets et résidus des matériaux mis en œuvre ;
- Le nettoyage des locaux où l'ouvrage est effectué, ainsi que ses abords et accès ;
- La gêne occasionnée par l'éventuelle présence d'occupants ;
- Le déplacement et la protection éventuelle d'objets ou meubles « Equipements techniques ;
- Les frais de l'entretien des trottoirs et voies privées desservant le chantier ;
- Les frais occasionnés pour la protection et la sécurité des ouvriers, y compris l'éclairage artificiel.

Aussi, en cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, de l'entrepreneur et de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles, au moment de l'établissement des dites factures.

Article 4.3 : Modalités d'actualisation des prix

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'établissement des prix par le titulaire.

Ce mois est appelé « mois zéro ».

Par dérogation à l'article 10.4.3 du CCAG-TRAVAUX, les prix actualisés sont obtenus à partir de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [BT(n-3) / BT_0]$$

Où :

- **P** correspond au prix actualisé HT.
- **P₀** correspond au prix initial HT du marché
- **BT(n-3)** = c'est la valeur de l'index de référence BT47 – Bâtiment – Electricité - du mois de commencement des travaux moins 3 mois.
- **BT₀** = c'est la valeur de l'index de référence BT47 – Bâtiment – Electricité - au mois d'établissement du prix du marché (mois de la date limite de remise des offres ou mois zéro).

Le titulaire communique par écrit au pouvoir adjudicateur les prix actualisés et le pourcentage de variation par rapport aux prix initiaux. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de quinze jours pour valider l'actualisation. Passé ce délai et en l'absence de réponse du maître d'ouvrage vaut acceptation tacite. Une fois actualisé, les prix restent définitifs pendant toute la durée du marché.

Dans l'hypothèse où les outils utilisés pour procéder à l'actualisation des prix sont modifiés ou supprimés de telle manière que le titulaire n'est plus en mesure d'ajuster les prix, de nouveaux outils pourront être définis par avenant.

Les prix ainsi actualisés restent fermes pendant toute la période d'exécution des prestations et constituent ainsi les prix de règlement.

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Article 4.4 : Paiement des cotraitants et sous-traitants

Article 4.4.1 – Répartition des paiements

L'Acte d'attribution valant engagement ou l'Acte Spécial (DC4) devra indiquer ce qui doit être réglé respectivement

- à ☐ l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants
☐ l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants

Article 4.4.2 – Modalités de paiement

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par la personne publique à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par la personne publique au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Article 4.5 : Décomptes

Article 4.5.1 – Décompte mensuel

Les projets de décomptes mensuels seront établis en trois exemplaires, dont un original, et doivent porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ainsi que ses informations fiscales (n° de TVA intracommunautaire),
- Le n° de TVA intracommunautaire de CY : 06 130025976,
- Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'attribution valant engagement,
- Le numéro du marché,
- La tranche concernée,
- La prestation exécutée,
- Le montant hors taxe,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC,
- La date de facturation.

Les projets de décomptes et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

CY CERGY PARIS UNIVERSITE

Agence Comptable – Service Facturier
Site des Chênes – Jardin Tropical
33 Boulevard du Port
95 011 CERGY-PONTOISE CEDEX

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Article 4.5.2 – Décompte général et définitif

Le projet de décompte final et le décompte général définitif seront transmis selon les modalités prévus à l'article 12 du CCAG-TRAVAUX.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-TRAVAUX, le décompte général est notifié au titulaire dans un délai de 45 jours, à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Article 4.6 : Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement applicable au présent marché est de 30 jours dès réception à l'Université de la facture établie par le prestataire et après vérification du service fait.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 €.

Le comptable assignataire est l'agent comptable de CY Cergy Paris Université.

Article 4.7 : Retenue de garantie

Conformément à l'article R.2191-32 et suivants du code de la commande publique, il est appliqué à la charge du titulaire une retenue de garantie, afin de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché ainsi que celles formulées pendant le délai de garantie, qui est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance.

Le montant de la retenue de garantie ne peut être supérieur à 5% du montant initial augmenté, le cas échéant, du montant des modifications du marché en cours d'exécution.

Elle peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou une caution bancaire.

En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes modalités.

La retenue de garantie, la garantie à première demande ou la caution bancaire sont libérées dans un délai de 30 jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie selon les conditions énoncées dans le code de la commande publique.

Article 4.8 : Avance

Conformément à l'article 10.1 du CCAG-Travaux, l'option B s'applique.

Sous réserve de remplir les conditions énoncées dans le code de la commande publique, notamment si le montant initial est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai de son exécution est supérieur à deux mois, une avance de 5% du montant TTC initial du marché peut être versée au titulaire.

Le montant de l'avance ne peut pas être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65% du montant toutes taxes comprises. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant toutes taxes comprises.

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Article 4.9 : Facturation électronique

Conformément au Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs à compter du 1er janvier 2020.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D.2192-1 et suivants du Code.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

1. Envoyer sa facture à partir d'un système tiers :
 - Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
 - En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.
2. Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :
 - Déposer ses factures sur le portail ;
 - Saisir sa facture directement sur le portail Chorus Pro.

Important :

Le numéro SIRET stipulé dans l'acte d'attribution valant engagement doit explicitement être identique à celui qui est utilisé pour permettre le dépôt des factures via le portail CHORUS PRO en respectant le schéma lié au dépôt des factures travaux. Toute incohérence générera automatiquement un rejet des factures par l'agence comptable de CY CERGY PARIS UNIVERSITE.

Il est également exigé de la part du titulaire et des éventuels autres partenaires qu'ils déposent tous les autres documents liés à l'exécution du marché via le portail CHORUS PRO.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

et

<https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/> rubrique « nous contacter ».

Conformément au code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs à compter de 1er janvier 2020.

CCAP – Marché n° 2025CYCPU0T09 – TRAVAUX D'INSTALLATION DE GROUPES ELECTROGENES ET LA SECURISATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES SUR LE SITE DE NEUVILLE – CY CERGY PARIS UNIVERSITÉ

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Pour déposer les factures sur le portail Chorus Pro, il est nécessaire de renseigner les éléments suivants : numéro SIRET de l'établissement (CY Cergy Paris Université : 130 025 976 00015) et n° d'engagement juridique (numéro du bon de commande SIFAC).

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Article 5.1 : Intervenants

Article 5.1.1 : Maîtrise d'œuvre

Pour cette opération, la DPI est assistée par la maîtrise d'œuvre suivante :

T3E IdF
17 rue Véron
94140 ALFORTVILLE
Tél : 01.41.79.35.60
Contact : Patrick BERTHOUMIEUX
t3eidf@t3e-idf.fr

Article 5.1.2 : Contrôle technique

Le contrôle technique pour cette opération est assuré par :

SOCOTEC
AGENCE CONSTRUCTION VAL D'OISE
13 Allée Rosa Luxemburg, Bâtiment PICADILLY
95160 Eragny sur Oise

Le titulaire a la charge pleine et entière de lever les réserves du contrôleur.

Article 5.1.3 : Coordonnateur de sécurité Prévention Santé (CSPS)

Coordonnateur de sécurité Prévention Santé (CSPS) pour cette opération est assuré par :

PREVENTEC
AGENCE ILE DE FRANCE
161 rue de Tolbiac
75013 PARIS
☎ 09 54 98 59 98 Fax : 01 45 80 76 75
✉ contact.paris@preventec.fr

Article 5.1.4 : Coordonnateur de Système de Sécurité Incendie (CSSI)

Le Coordonnateur de Système de Sécurité Incendie (CSSI) pour cette opération est assuré par :

SSI Consulting
39 Rue des Granges Galand
37550 Saint Avertin
Tél : +33 (0)1.30.30.58.10
contact@ssiconsulting.fr ou julien.regnault@ssiconsulting.fr

Article 5.2 : Obligations générales du titulaire

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Pour la prestation objet du présent marché, le titulaire apporte tous les soins nécessaires à son exécution conformément aux règles de l'art de la profession.

Il est par ailleurs tenu à une obligation générale de respect des normes en vigueur.

Le titulaire est seul responsable des intervenants qui demeurent sous son contrôle, sa direction et son autorité hiérarchique.

Le titulaire doit respecter en particulier les dispositions légales et réglementaires françaises en matière de droit du travail et les conventions collectives qui seraient obligatoires.

Article 5.3 : Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Tous les ouvrages doivent être réalisés avec les matériaux ou fournitures de la meilleure qualité avec mise en œuvre dans les règles de l'art, tant au point de vue technique qu'au point de vue esthétique. La nature, la qualité des matériaux employés, leur mise en œuvre et l'exécution des ouvrages devront être conformes aux prescriptions de CCTP.

Avant l'exécution des travaux, l'entreprise attributaire devra indiquer au Maître d'ouvrage la provenance des matériaux et le nom de ses fournisseurs avec les références et les garanties d'emploi données par ces derniers.

Article 5.3.1 - Utilisation des installations électriques

L'utilisation des réseaux électriques de l'Université doit faire l'objet d'une autorisation pour chaque opération. Le titulaire devra préciser ses besoins électriques en amont des chantiers et identifier, avec le représentant du maître d'ouvrage, les possibilités pour se brancher.

Article 5.4 : Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Article 5.5 : Remise en état du chantier et gestion des déchets

Le titulaire devra se conformer aux prescriptions du CCTP en matière de gestion des déchets et de remise en état du chantier.

Article 5.6 : Hygiène et sécurité de chantier

Les entreprises et leur(s) sous-traitant(s), chacun pour ce qui le concerne, devront tenir compte, dans le cadre de leur offre, de toutes les incidences économiques induites par les prestations nécessaires à l'hygiène, à la sécurité et à la protection de la santé qui seront réputées comprises dans le prix du marché.

Article 5.7 : L'ordre de Service

Les décisions concernant des travaux complémentaires nécessaires feront l'objet d'ordre de service qui devront être rédigés par l'Université (maître d'ouvrage).

Article 5.8 : Contraintes – Travail sur site occupé

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les travaux sont à réaliser dans le contexte de bâtiments en site occupé.

Il n'y a donc pas lieu de sous-estimer les contraintes d'exploitation et de sécurité qui seront présentes pendant toute la durée des travaux.

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Le titulaire sera soumis à des contraintes de temps, de durée, d'horaires décalés et de disponibilité immédiate.

Article 5.9 : Obligation de moyen et de résultat

Le titulaire s'engage sur une obligation de moyen pour toute action dont le déroulement n'est pas placé sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

Le titulaire exécute, comme étant inclus dans son prix, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages complets listés dans les CCTP.

Article 5.10 : Obligation de confidentialité

Le titulaire est soumis à une obligation de confidentialité définie à l'article 5.1 du CCAG-TRAVAUX dans le cadre de l'exécution du marché.

Ainsi, le prestataire est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que les informations, documents ou éléments présentant un caractère confidentiel ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs, société-mère, filiales et soumissionnaires éventuels.

Néanmoins, l'obligation de confidentialité ne s'impose pas aux informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Article 5.11 : Accès aux locaux et autorisations d'accès

Les personnels du titulaire chargés d'exécuter les opérations de travaux doivent être accrédités par l'Université, posséder leurs badges nominatifs (en aucun cas un badge ne pourra être prêté) et posséder une carte professionnelle.

Le titulaire est réputé connaître les locaux puisqu'une visite des bâtiments est effectuée en cours de procédure d'attribution du marché.

Préalablement au début des prestations, le titulaire prendra contact avec l'Université pour établir un plan de prévention.

Le titulaire devra impérativement fournir la liste de ses personnels (Nom, Prénoms, Fonction). Une photo de chacun de ses personnels sera demandée après signature du marché au titulaire retenu, ainsi qu'à chacun de ses sous-traitants, soumis à l'agrément de l'université, qui sont susceptibles d'intervenir sur les sites de l'université. L'université fournira à chaque personnel du titulaire un badge nominatif qui leur permettra d'accéder aux bâtiments, locaux techniques et autres zones.

En cas de perte ou de vol d'un badge nominatif mis à disposition de l'un de ses personnels, le titulaire devra en informer immédiatement la Direction Hygiène, Sécurité et Environnement (DHSE) par mail à acces@ml.u-cergy.fr ou la Direction du Patrimoine Immobilier (DPI) par mail à pole-construction@cyu.fr, et le confirmer par lettre recommandée.

Article 5.12 : Vêtements de travail

Le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, éventuellement de protection et de chaussures de sécurité. Les vêtements portés par tous les agents en activité devront faire apparaître en permanence le sigle de leur entreprise, ou à défaut un badge visible. De même, le personnel d'encadrement devra être en mesure de justifier de son appartenance à l'entreprise. Aucun

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail ou à défaut un badge visible, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.
Le personnel doit obligatoirement être muni d'une carte professionnelle de son entreprise.

Article 5.13 : Désignation d'un interlocuteur unique

Conformément à l'article 3.4 du C.C.A.G Travaux, le titulaire doit désigner un interlocuteur unique comme représentant de l'entrepreneur, afin de veiller à la bonne exécution des travaux d'installation pendant toute la durée du marché. L'interlocuteur unique doit disposer de pouvoirs lui permettant de prendre, au nom et place de l'entreprise, toutes les décisions utiles et de donner à son équipe les ordres en conséquence. Ce responsable présent en permanence sur le site aura toute compétence et pouvoir pour répondre aux exigences du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur de sécurité Prévention Santé (CSPS), du Coordonnateur de Système de Sécurité Incendie (CSSI) et ou de leurs représentants. Celui-ci sera tenu d'assister aux rendez-vous de chantier et aux réunions spécifiques (ou d'y déléguer un de ces agents ayant pouvoir de décision) et sera en relation avec les responsables de l'Université.

Le Titulaire devra assurer la coordination de ses sous-traitants et cotraitants.

En cas de défaillance de l'interlocuteur unique désigné, le remplaçant doit alerter la Maitrise d'ouvrage sous 24 heures.

L'intervenant unique reste disponible autant que de besoin avec les représentants de l'Université.

En cas de groupement d'entreprise, l'interlocuteur unique doit être le représentant de l'entreprise mandataire et ses cotraitants.

ARTICLE 6 - CONTROLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

Article 6.1 : Essais et contrôles techniques

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles complémentaires notamment dans le cadre des examens préalables à la réception effectuée selon les modalités prévues à l'article 41 du CCAG-Travaux. Si ces contrôles révèlent des défaillances, les réparations et les nouveaux contrôles seront à la charge du titulaire défaillant jusqu'à obtention de résultats conformes.

Article 6.2 : Réception des travaux

Sauf disposition contraire dans le CCTP, la réception des travaux est organisée par les articles 41 et suivants du CCAG-TRAVAUX.

Il est précisé que le total achèvement des ouvrages prévus au marché est le préalable indispensable à la réception des travaux. L'entreprise titulaire doit lever toutes les réserves émises par le contrôleur technique avant et pendant le chantier. Les réserves émises dans le rapport final sont considérées comme des réserves de réception et doivent être levées par les entreprises dans les 15 jours après réception du procès-verbal de réception.

Le cas échéant, des modalités particulières de réception sont précisées dans le CCTP.

Article 6.3 : Délai de garantie

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG TRAVAUX, le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date de réception des travaux sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG TRAVAUX.

ARTICLE 7 – PÉNALITÉS

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-TRAVAUX, il sera fait application des pénalités suivantes sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain. Elles seront déduites des situations mensuelles. Concernant les pénalités de retard, ces dernières commencent à courir à compter du lendemain de la date d'expiration du délai de réalisation de la prestation.

Article 7.1 : Pénalités diverses

Retard dans l'exécution des travaux	200 € HT/jour
Retard dans la levée d'observation lors des visites de chantier	100 € HT/jour
Retard dans la production de documents en cours de chantier	200 € HT/jour
Retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	150 € HT/jour
Remise tardive des documents fournis après exécution	200 € HT/jour
Retard pour la levée de réserves	150 € HT/jour
Absences diverse	100 € HT/jour
Retard sur le nettoyage et la remise en état des zones en chantier	100 € HT/jour
Manquement aux obligations contractuelles	100 € HT/infraction
Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé	500 € HT/jour

Article 7.2 : Pénalités pour lutter contre le travail dissimulé

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail, en cas de non-respect par l'entreprise des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5, le maître d'ouvrage appliquera une pénalité à hauteur de 10 % du montant du contrat sur les sommes dues.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage exigera la régularisation de la situation. A défaut, le contrat sera rompu, sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

Article 7.3 : Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

En cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants de la réglementation relative à la santé ou la sécurité des travailleurs, une pénalité, égale à 500,00 € par jour de retard, sera opérée sur les sommes dues au titulaire, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 52 du CCAG TRAVAUX.

ARTICLE 8 – RÉSILIATION

Article 8.1 : Résiliation pour événements extérieurs au marché

Ce marché peut être résilié en raison d'événements extérieurs au marché (conditions définies à l'article 50.1 du CCAG-TRAVAUX).

Article 8.2 : Résiliation du fait du représentant du pouvoir adjudicateur

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Ce marché peut être résilié en raison d'événements liés au marché (conditions définies à l'article 50.2 du CCAG-TRAVAUX).

La résiliation du marché consécutive à un événement lié au marché n'entraîne aucune indemnisation en faveur du titulaire.

Article 8.3 : Résiliation pour mauvaise exécution

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le présent marché, pour faute ou aux torts exclusifs du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants :

- Dans les hypothèses définies à l'article 50.3 du CCAG-TRAVAUX ;
- Si le titulaire ne respecte pas les obligations de sécurité ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou missions telles que définies dans les documents particuliers (Cahiers des Clauses Administratives / Techniques ou offre technique du titulaire).

Les modalités de résiliation sont définies par l'article 50.3 du CCAG-TRAVAUX.

Lors de mauvaises exécutions successives pour le même motif, le pouvoir adjudicateur est dispensé d'une nouvelle mise en demeure : il pourra résilier immédiatement le marché, quel que soit le délai écoulé entre la mise en demeure et la mauvaise exécution entraînant la résiliation.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du Titulaire, ce dernier ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité.

Article 8.4 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 50.4 CCAG Travaux le présent marché peut être résilié pour motif d'intérêt général, sans indemnisation, après information du titulaire dans un délai raisonnable.

Toutefois, le titulaire a le droit d'être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

La résiliation pour motif d'intérêt général sera notifiée par voie dématérialisée, via la Place, ou par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 9 – LITIGES ET JURIDICTION COMPÉTENTE

En cas d'échec de la procédure de conciliation définie à l'article R 2197-1 et suivants du Code, le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent pour juger des litiges pouvant naître de l'application ou de l'interprétation des clauses du présent marché.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

2/4 Boulevard de l'Hautil
95000 CERGY-PONTOISE
Tél : 01.30.17.34.00
Fax : 01.30.17.34.59

ARTICLE 10 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Il est fait dérogation aux articles suivants :

L'article 1.8 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TRAVAUX ;

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

L'article 2 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-TRAVAUX ;

L'article 4.3 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 10.4.3 du CCAG-TRAVAUX ;

L'article 4.5.2 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 12.4.2 du CCAG-TRAVAUX ;

L'article 7 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 19 du CCAG-TRAVAUX ;

L'article 7.3 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 52 du CCAG-TRAVAUX ;

L'article 8.4 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 50.4 CCAG TRAVAUX.